

Rwanda : le déjeuner qui ne passe pas

Patrick Forestier

Les agapes entre le président Macron et son homologue rwandais Kagamé ne passent pas chez les militaires. Car ce dictateur africain, au pouvoir depuis 24 ans, « réélu » en 2017 avec 98,8 % des voix, accuse les soldats français de l'opération humanitaire Turquoise, déployée sous la cohabitation Mitterrand-Balladur en 1994, d'avoir participé au génocide! Le Rwanda a porté plusieurs plaintes en France contre Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, secrétaire général de l'Élysée à l'époque et des officiers français, qui s'insurgent en bloc. Un rapport hallucinant rwandais accuse les soldats français d'assassinats, de viols et d'avoir jeté des prisonniers dans le lac Kiwu depuis leurs hélicoptères. Si Kagamé poursuit cette fuite en avant, c'est que la justice française enquête sur le tir de missile qui a détruit l'avion, avec trois membres d'équipage français, de l'ancien Président hutu. Une mort qui a déclenché le génocide des Tutsis par les Hutus et son arrivée au pouvoir. Depuis, il est soupçonné d'avoir commandité l'attentat et se succèdent les rapports de l'Onu et de la Croix-Rouge sur les arrestations arbitraires. Comme l'avait tenté Nicolas Sarkozy, Emmanuel Macron veut tourner la page, en laissant continuer cette supercherie. Pire: la France soutient la candidature de la ministre des affaires du Rwanda, où l'étude du français est proscrite, à la tête de la Francophonie. Un poste clé qui permettra à Kagamé de répandre sa thèse partout dans le monde. Incompréhensible.



Le président du Rwanda en visite à l'Élysée

Les apparitions en France de Paul Kagame sont rares. Le président rwandais, qui accuse toujours la France de complicité dans le génocide qui a fait 800 000 morts en 1994, a été reçu hier à l'Élysée, où il n'avait pas mis les pieds depuis 2011. Président

en exercice de l'Union africaine, Kagame a surtout été reçu en tant que dirigeant d'un pays à la pointe de l'innovation en Afrique, à l'occasion de la réunion Tech for Good avec les grands acteurs mondiaux du numérique.

Mark Zuckerberg à l'Élysée pour Tech for good



Une soixantaine de dirigeants de la high-tech mondiale, dont Mark Zuckerberg, le patron de Facebook, ont été reçus, hier, à l'Élysée, lors du sommet Tech for Good, la technologie pour le bien commun. Emmanuel Macron, qui prononcera un discours ce matin au salon VivaTech à la Porte de Versailles, leur a demandé de s'engager en faveur des « biens com-

muns » comme la situation sociale, l'environnement et la lutte contre les inégalités. Il a rencontré Mark Zuckerberg en tête-à-tête alors que Facebook est critiqué pour le manque de protection des données de ses utilisateurs. Les patrons d'Uber et Deliveroo ont profité de Tech for good pour annoncer une protection sociale privée pour les chauffeurs et livreurs.

11111

TTG05

21 5 18

